Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 12 JUILLET 1980

N°78

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruc - tion de la IVéme Internationale.

PRIX Antilles: 2 F France: 3 F

Editorial

LA REFORME FONCIERE: BLUFF ET TROMPERIE

Comme les fois précédentes, c'est précisément au moment où une nouvelle usine ferme ses portes que le gouvernement français parle une fois encore de « restructuration » et annonce une réforme foncière. Ce n'est pas un hasard. Pour le gouvernement il s'agit surtout de tenter de désamorcer le mécontentement des travailleurs et les réactions de colère qui pourraient suivre la fermeture de Darboussier.

En présentant la « réforme foncière » comme une grande œuvre humanitaire qui mettrait à la disposition des agriculteurs 10 000 ha de terres, le gouvernement français a voulu faire sonner aux oreilles de milliers de travailleurs de la terre une perspective optimiste et créer une certaine détente dans cette couche de la population. Mais en fait, personne ne sait exactement quelles seront les modalités de cette réforme foncière. L'administration reste volontairement dans le vague, les propos contradictoires fleurissent. Bref: à qui iront effectivement ces terres? Comment seront-elles réparties? Sous quelles formes? Voilà autant de questions que se posent en particulier les travailleurs agricoles depuis des semaines.

En fait, les hommes du pouvoir biaisent et mentent ouvertement. Quand ils prétendent que tout sera réglé en 85 et qu'il leur faut donc cinq ans pour réaliser cette réforme foncière, c'est ouvertement tromper les gens et leur faire prendre des vessies pour des lanternes. Tout simplement, le pouvoir colonial cherche à gagner du temps sur cette affaire. Il en parle pour apaiser les gens mais ne fait rien. Et si l'Etat tergiverse de la sorte c'est que, en réalité, les terres appartiennent aux gros capitalistes français, aux grosses sociétés anonymes et que tout doit se faire dans l'intérêt de ces derniers. La « réforme foncière » ne doit pas les défavoriser. Elle doit se faire de façon à ce que que la société agricole (SAG), la société industrielle de sucreries (SIS) du baron Empain puissent y trouver leur compte et réaliser encore des profits.

Il est certain que cette réforme foncière même si elle était réalisée vraiment serait étriquée, limitée et ne profiterait pas vraiment à l'ensemble de la population laborieuse agricole, en particulier aux plus démunis, les paysans pauvres, les ouvriers agricoles, les ouvriers d'usine ayant perdu leur emploi.

Les travailleurs agricoles ressentent profondement l'injustice qui règne à la campagne. De tous temps, les terres ont appartenu aux gros propriétaires, aux grosses sociétés et jamais à ceux qui les travaillent, jamais aux ouvriers agricoles, aux paysans pauvres. Ces derniers expriment leur mécontentement en refusant de se soumettre au diktat des grosses sociétés. C'est le cas dans la région de Bonne-Mère où des centaines de travailleurs ont empêché la

compagnie fruitière de replanter de la

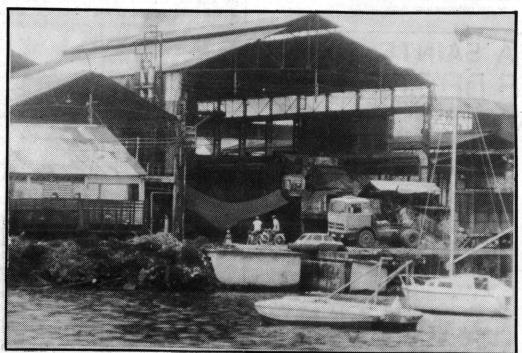
banane à la place des cannes coupées, sur

plusieurs centaines d'hectares.
Les capitalistes sont décidés à fermer les usines de toutes façons et voilà près de vingt ans qu'ils ont engagé le processus. la canne ne leur rapporte plus assez de profits. Ils sont décidés à liquider la produc-

tion sucrière.

SUITE PAGE 2

FACE AUX FERMETURES D'USINES, CONTROLE OUVRIER SUR LES ENTREPRISES ET SUR LES TERRES



A l'annonce de la fermeture de Darboussier, l'une des plus importantes usines à sucre de la Guadeloupe, les discussions des partis et hommes politiques ont porté sur la possibilité de « sauver » l'industrie sucrière. Les parlemen-

taires de droite ont fait appel au bon sens et à la bonne volonté du gouvernement en qui ils ont confiance. Les partis de gauche — le PCG en tête — cherchent des solutions du genre de celle qui est appliquée à Marie-Galante, c'est

à dire une société d'économie mixte. C'est-àdire que l'usine serait dirigée par un capitaliste payé et subventionné pour la faire marcher, avec les fonds publics.

Le courant UTA — UPLG — SGEG renforcé des organisations chrétiennes, qui mènent depuis longtemps la même politique que ces organisations, eux ont décidé de planter la canne sur les terres que l'usine voudrait revendre à d'autres sociétés qui annoncent vouloir y planter bananes et ananas. Le courant UPLG fait toute une campagne sur le thème de la canne seule richesse, seule production nationale...

Du parti Communiste au courant UPLG en passant par les partisans du pouvoir, tout le monde propose de « défendre la canne ».

Pourtant l'annonce de la fermeture de Darboussier n'a pas suscité de réaction très marquée au sein même de l'entreprise. Les ouvriers de Darboussier ne se sont pas encore prononcés sur la lutte à mener contre la fermeture de l'usine.

Les ouvriers agricoles et les petits colons de l'usine sont inquiets et certains petits colons seraient même expulsés des terres qu'ils travaillent depuis des années.

Mais dans l'ensemble, on peut dire que les réactions à la fermeture, à Darboussier comme à Blanchet, sont très faibles.

SUITE PAGE 2

APRES LE CONGRES DU PPM: UN PARTI QUI NE REPRESENTE PAS LES INTERETS DES TRAVAILLEURS

« Le projet de société retenu au congrès du PPM voit le triomphe des socialistes autogestionnaires », « le courant Lise est en posture favorable », « le PPM a réaffirmé une option socialiste », tels ont été quelques-uns des commentaires de la presse à l'issue du VIIIe congrès du PPM. Ce congrès avait en effet vu l'adoption d'un document qui définissait la société à bâtir comme une société « socialiste autogestionnaire ». Ce mot d'ordre ayant été plus particulièrement avancé par les membres de l'ex-PSM qui a fusionné voici deux ans avec le PPM.

Le PPM aurait-il donc fait un nouveau tournant? Ce parti qui s'affirme ouvertement nationaliste aurait-il décidé de se transformer en parti socialiste?

Justement, ces prétentions socialistes autogestionnaires nouvelles affirmées par le PPM ne changent en rien la nature de ce parti. Car précisément, s'il y a bien un mot passepartout, c'est bien le mot « socialisme ». Le mot socialisme, qui signifie une société débarrassée des profiteurs de tout poil et basée sur des rapports fraternels entre êtres humains, a traduit et traduit encore très largement les aspirations de la population et des travailleurs. Mais ce mot est galvaudé, transformé par les politiciens bourgeois, par les ennemis des travailleurs. Précisémment pour rendre plus confuses leurs aspirations. Tout le monde se dit socialiste ou presque, aussi bien les hommes d'état bourgeois comme Mitterand que les loups plus jeunes et aux dents longues comme Rocard.

A la Martinique, la constellation « socialiste » comprend Branglidor ou Wan Ajouhu ou Delbois, le maire des Anses d'Arlet qui ne présente aucun danger pour l'ordre établi. En Guadeloupe les grands défenseurs du « socialisme » sont Saman, Bernier, Dagonia et Jalton, qu'ils se réclament par ailleurs de Giscard pour les deux premiers ou de Mitterand pour les deux autres.

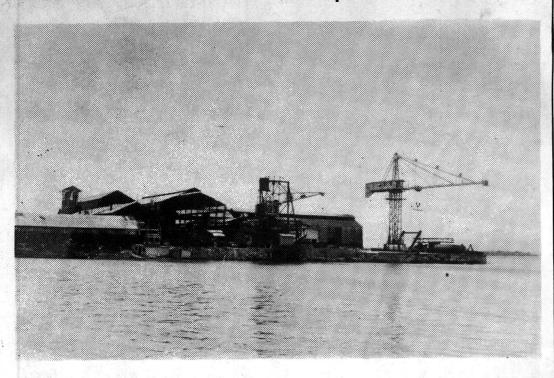
En réalité, plutôt que de juger le PPM sur ce

qu'il dit de lui-même, sur des mots, les travailleurs doivent juger ce parti sur les faits et en particulier sur son attitude ou l'attitude de ses dirigeants qui ont la responsabilité de gérer la ville de Fort-de-France.

Or précisément quelle a été l'attitude de Césaire ces deux dernières années lorsqu'il a fallu rétablir l'équilibre financier de la municipalité alors en déficit ? Eh bien, cela a consisté à faire payer aux travailleurs ce déficit : les employés municipaux ont été plus de 100 à être licenciés, le travail à mi-temps avec diminution de salaire correspondante a été instauré, par ailleurs, on a diminué sur un certain nombre d'indemnités auxquelles les travailleurs avaient droit! Ainsi, très concrètement, « l'autogestion socialiste » à la sauce PPM s'est traduite par le fait que les travailleurs ont eu à faite totalement les frais de la crise financière de la municipalité de Fort-de-France.

SUITE PAGE 3

Les petits colons de Darboussier inquiets



Les petits colons de Darboussier sont inquiets : l'usine va fermer ses portes et jusqu'à présent ils ne savent pas ce qu'il adviendra d'eux. Reprendra-t-on leurs terres pour les revendre à d'autres dans le cadre de la « réforme f oncière » ?, les leur vendrat-on, à quel prix ? Quels seront les nouveaux contrats ? Âutant de questions que se posent de nom-breux colons de la SIS et de la SAG. Au nombre de 1 850 répartis aux Abymes, à Baie-

Mahaut, Petit-Bourg, Blanchet, Bonne-Mère, la grande majorité d'entre eux travaillent leur terre depuis plusieurs générations. Certains sont même remontés jusqu'à deux siècles de présence, depuis leurs ancêtres sur les terres qu'ils occupent actuellement. L'aspiration à la propriété de la terre qu'ils travaillent est donc grande parmi ces 1 850 petits

Il paraîtrait qu'après la fermeture de l'usine c'est la SAFER qui disposera des terres et qui décidera... Mais ce qui est scandaleu'x c'est que aucun de ces 1 850 colons, ne sait encore à l'heure actuelle de quoi il en retourne effectivement. Personne de les a consultés, n'a pris leur avis. Eux qui parfois pendant quarante ans de labeur ont travaillé sur les terres de l'usine, ont planté, récolté, apporté leurs cannes à l'usine se voient maintenant plongés dans la plus grande incertitude. Les capitalistes et l'état se soucient peu de ce qu'ils peuvent devenir... et il se pourrait bien que l'incertitude et la grogne qui existent actuellement chez les petits colons se transfor-ment en un mécontentement plus grand qui rappelle aux usiniers et au gouvernement l'existence de ces paysans sans terre.

AU LAMENTIN ET A SAINTE-ROSE: LES OCCUPANTS DE TERRES TIENNENT BON

Ni l'intervention des gardes-mobiles, ni la répression judiciaire n'ont empêché les occupations de terres sur la région de Sainte-Rose et du Lamentin. Quelques jours après l'intervention des gardes mobiles à Castel, des travailleurs ont occupé les terres de Caféière à Vincent (Lamentin). Cela prouve bien que la répression n'a pas freiné le mouvement

d'occupation des terres.

A Castel, les occupants continuent d'être mobilisés. Ils ont déjà organisé plusieurs réunions publiques et envisagent de reconstruire le grand hangard qui leur servait de lieu de réunion, et qui a été détruit sur l'ordre de Depaze et De Chantraque, en présence des forces armées. Sur la région de Sainte-Rose, les occupants n'ont pas reculé. A Bis, ils ont résisté aux attaques judiciaires. Ni huissier, ni juge-ment ne les ont découragés. Ils ont d'ailleurs construit deux cases sur les terres occupées. Quelques occupants y habitent déjà. A Conodor, des coups de mains sont organisés pour

les labours et la culture. De nombreuses parcelles ont déjà été labourées et plantées. Des réunions se poursuivent tous les soirs et de nombreux travailleurs y participent.

Toutes ces occupations n'ont pas encore abouti à des résultats. Les occupants n'ont pas obtenu les terres. Mais ils sont décidés à les garder. Les négociations entre les occupants de Conodor et la municipalité de Sainte-Rose n'ont rien donné jusqu'ici. La liste des occupants a été remise au maire de Sainte-Rose. Celui-ci a fait la promesse d'intervenir à la préfecture.

Malgré la mobilisation des occupants, il n'y a pas de coordination entre les différentes occupations de Sainte-Rose, ce qui affaiblit le mouvement. Les diri-geants de l'U.T.A. continuent leur action de division. Pour que les travailleurs de Sainte-Rose et du Lamentin obtiennent les terres qu'ils ont occupées, ils doivent s'unir et mener un mouvement d'ensem-

Témoignage d'un travailleur de l'émigration

Antillais(e) dans l'Assistance Publique, dans les hopitaux, à Paris. Commencer par le début sera trop long. J'entamerai à l'entrée à l'école

d'aide soignant.

Tout d'abord il faut être agent hospitalier titulaire avec trois ans d'ancienneté (chose qui n'est pas facile car les noirs des Antilles trainent énormément avant d'avoir cette nomination). Ensuite il faut passer un examen selon la tête du client. A l'entrée dans cette école commence un véritable calvaire. Manipulés comme des objets, traités comme des chiens sans maître par nos supérieurs (es), voilà à quoi nous sommes livrés pendant un an. Vraiment ces gens là peuvent faire ce qu'il veulent de nous car nous sommes notés à leur gré à la fin de chaque mois et évidemment le directeur de chaque hopital tient compte de ces notes pour établir un dossier lors de l'examen final. A l'école d'aide soignant les cours sont très

poussés, beaucoup de mots du vocabulaire médical : il faut connaître la charpente de l'homme, de l'orteil jusqu'aux cheveux, le régime, l'hygiène contre tous les risques d'infection, etc. Les cours sont donnés pendant six mois, une fois par semaine. Evidemment si le jour de cours est férié, la monitrice reste chez elle, par contre les élèves doivent rejoindre leurs services respectifs pour tra-

rases la vie d'un(e) vailler. On a très peu de temps pour apprendre tout le programme, ce qui représente un gros effort pour ceux qui ont des charges familiales. Tant mal que bien on se présente au CAFAS encore un mot ronflant qui veut dire : certificat aux fonctions d'aide soignant. Quel humour ont ces braves dirigeants de l'AP !

Trois notes rentrent en jeu pour obtenir ce bout de papier insignifiant :

1) La note de dossier (je l'ai présisé aupara-

2) La note de l'épreuve écrite (le nom est cacheté mais cela n'empêche pas les correcteurs de savoir à qui ils ont affaire)

3) La note de pratique : tout d'abord les monitrices se présentent avec un retard considérable ; dans de telles conditions les gens s'excitent, surtout les Antillais, quand ils arrivent devant les malades, en préence de ces très chères monitrices, eh bien ils perdent leur contrôle, ils ne savent plus établir un plan de travail, ils n'ont plus le même langage, la même dextérité ; un agent antillais a ainsi reçu une note intolérable, 9/40 alors que la note éliminatoire est de 15/40.

> Un aide soigant de l'AP qui nous a demandé de conserver l'anonymat.

CAPESTERRE: LE MAIRE ET LE PREFET D'ACCORD POUR SE REBIFFER

res, liste qui fut remise aux mains du Maire de Capesterre-Belleau, les occupants eurent la surprise de recevoir une copie d'une lettre adressée au Maire de Capesterre par le Préfet de Guadeloupe. Celui-ci y déclarait en substance que le Maire ayant déclaré que la liste n'était pas correcte, il accordait aux occupants jusqu'au 1er août pour dresser une liste correcte. Le préfet revient d'ailleurs sur les déclarations précédentes. Il est question de donner des terres sur « une partie » de Marquisat et non sur la totalité des terres occupées !

Le préfet revient aussi sur le nombre des occupants qu'il trouve trop élevé.

Îl y aurait selon lui trop de « nécessiteux ». Il voudrait une définition plus restrictive des « nécessi-teux ». En somme il faudrait être complètement démuni pour avoir droit à un misérable lopin de terre de $1~000~m^2$ $^{-1}$ Signalons qu'en même temps où le préfet se

demande dans sa lettre si vraiment il existe des gens qui ont réellement besoin de terres comme complément de salaire, le grand propriétaire Simmonet vise la possession de 800 hectares à prendre sur des terres qui auraient du aller à la Réforme foncière. Pourtant Simmonet possède déjà plusieurs milliers d'hectares de terres. Cela ne peut évidemment choquer le préfet qui est du même côté que les possédants et n'est nullement un arbitre entre les classes

peut les intérêts de cet autre grand propriétaire qu'est Max Martin.

Contraint de reculer lorsque la lutte des travailleurs et des jeunes chômeurs de Capesterre était très virulante, il croit déceler aujourd'hui une certaine lassitude chez les occupants. Il tente avec la complicité du Maire de Capesterre de rogner sur ce que les occupants ont arraché par leur lutte. Oh / il ne revient pas franchement en arrière pour ne point à nouveau resusciter des réactions de la part des occupants. Mais il ergote tant qu'il peut pour décourager et démobiliser les occupants.

Les occupants de leur côté ont analysé la situation et décidé d'aller demander au Maire ce qui n'allait pas selon lui dans la liste des occupants. Il fut décidé de convoquer à la Mairie ceux qui seront rayés par le Maire et de les envoyer s'expliquer avec lui.

Le comité maintient sa position de ne rayer per-sonne sur la liste. Et de se mobiliser pendant les négociations avec la Mairie. Tracts et manifestations sont prévus pour les jours à venir.

Moins de monde était présent que d'habitude sous la tente. Mais beaucoup d'occupants n'étaient pas encore au courant du recul et des rebiffades du Préfet et du Maire de Capesterre.

L'atmosphère n'était donc pas au découragement. Toutes les décisions pratiques pour remobiliser les occupants ont été prises dans un climat de con-

D'USINES: ES ENTREPRISES SUR LES TERRES SUITE DE LA PAGE 1

Les organisations ouvrières ne proposent pas aux travailleurs de perspectives de lutte. La solution proposée par le PCG est justement une « solution » et non une proposition de lutte adressée aux travailleurs de la société SIS (possédant Darboussier). La « solution » du PCG dont M. Bangou par-

lera dans sa conférence de Presse est la création d'une société d'économie mixte.

Nous pensons quand à nous qu'il existe des voies autres qui appellent la lutte des travailleurs. Ils s'agit avant tout de se donner comme but que les travailleurs ne soient pas les victimes des décisions des capitalistes. Ceux-ci ayant décidé de fermer les usines à sucre parce que cela ne leur rapporte pas assez de profit, les travailleurs sont aussitôt jetés à la

Eh, bien! Il y a moyen de s'opposer à cette attitude des capitalistes du sucre en s'attaquant à leurs biens. Les travailleurs peuvent riposter en se payant sur le capital. Et en le faisant, ils pourraient aussi répondre au souci d'une partie de ceux qui pensent que les usines ne doivent pas fermer, qu'elles sont néces-saires à l'avenir du pays. Car si cela est si vrai, ce n'est pas à l'administration qu'il faut confier la réalisation d'une telle affaire en l'appelant à accepter la constitution d'une société d'écono-

C'est au travailleurs des usines eux-mêmes et aux travailleurs agricoles de s'opposer à leur mise à la porte pure et simple. Ils peuvent en se mobilisant faire marcher eux-même l'entreprise et se payer sur le capital. L'usine et ses stocks et sa production peuvent passer sous le contrôle des travailleurs. Cela n'est pas une vue de l'esprit. Les travailleurs ont la main sur les machines et sur les champs. Ils peuvent avoir le soutien de toute la population pour

Le problème réel c'est qu'ils doivent triompher de leurs propres hésitations ou de leurs usions sur la possibilité de voir l'administration empêcher la fermeture des usines ou leur transformation en entreprise d'économie mixte. Et même si cette dernière solution se réalisait elle n'aurait qu'une vie très brève. Ce qui est possible au niveau d'une petite usine à Marie-Galante ne sera pas aussi acceptable par l'admnistration pour une unité comme

Darboussier. Cela veut dire qu'il faudra imposer la lutte.

Dans ce cas là autant que la lutte ne se donne pas pour objectif le contrôle des usines par l'état colonial — même si c'est au travers de la société d'économie mixte surveillée par le conseil général. Car on sait bien que la majorité réactionnaire du Conseil général n'aura rien de plus pressé que de remettre les usines en question aux mains de ses amis capitalistes. Ou en tout cas d'aboutir très rapidement à une nouvelle impasse conduisant à la

Nous croyons possible de continuer la production du sucre, de l'alcool et de la mélasse et de tous autres dérivés de la canne. Nous pensons aussi que toutes les terres des Antilles ne doivent pas être consacrées aux deux seules cultures canne et banane.

Un développement diversifié de l'agriculture et de l'élevage est nécessaire et possible. Et en se donnant pour but le contrôle ouvrier sur les entreprises qui veulent fermer, en se donnant pour but de se payer sur le capital, les travailleurs atteindraient en même temps l'objectif de transformer l'économie de nos

Les problèmes économiques des Antilles embarrassent l'administration. Elle ne sait que prévoir des solutions du genre de la Réforme foncière étalée sur six ans! Alors des solutions ouvrières à la situation économique, il y en a et ce sont même ces solutions qui ont le plus une efficacité réelle pour changer quelque chose ici aux Antilles.

Alors dans ce cas les travailleurs n'ont aucun intérêt à chercher ou à adopter une solution qui les maintiendra entièrement sur le même terrain que l'administration, d'autant qu'ils n'auront aucun contrôle de ce qui se fera et se dira à propos d'une société d'économie mixte chargée de faire marcher les usines à sucre.

Non, la voie qui peut déboucher sur une sauvegarde des intérets des travailleurs, c'est bien celle où ils se fient à leur propre lutte pour imposer aux patrons qui ferment les usines le contrôle ouvrier sur ces entreprises et sur les terres qui y sont liées.

C.R.

SUITE DE L'EDITORIAL:

LA REFORME FONCIERE: BLUFF ET TROMPERIE

Au diktat des grosses sociétés qui imposent au gré de leurs intérêts telle ou telle culture, à la mainmise des gros propriétaires et des grosses sociétés sur toutes les terres, il faut opposer la prise des terres par les paysans pauvres et les ouvriers agricoles. A eux de décider ce qu'ils doivent planter et cultiver sur ces terres, une fois qu'ils s'en seront accaparés. Mais de toute façon il est dans l'intérêt des travailleurs de planter des cultures vivrières pour se nourrir, pour nourrir leur famille.

Lorsque les travailleurs agricoles pren-

dront les terres des capitalistes fonciers, cela signifiera qu'ils pourront mettre à la disposition de toute la population des biens de consommation courante, des produits alimentaires en grande quantité et d'une grande variété. ils pourrant ainsi en finir avec l'ère de la monoculture qui jusqu'à nos jours favorise la misère et la dépendance car les capitalistes ont imposé cette monoculture de la canne à tous les petits

AUTO-DÉFENSE OUVRIÈRE : PROTÉGER NOS MANIFESTATIONS CONTRE LES AGRESSEURS.



Les nombreuses interventions des gardesmobiles et des policiers contre les mouvements de grève en Martinique et contre les occupants des terres en Guadeloupe ont posé au centre des débats le problème de la lutte contre la répression.

Ainsi, en Martinique, le Front de Lutte contre la Répression a été créé et regroupe outre Combat Ouvrier, le PCM, le PPM et le GRS, ainsi que des Syndicats comme la CGTM, le SNI bu la CSTM (Marie-Sainte). Si la création du FLCR est quelque chose de positif car il permet entre autres de dénoncer l'attitude répressive de l'administration coloniale et des politiciens réactionnaires à sa solde, cela ne va pas plus loin.

Les travailleurs ont intérêt eux à se poser sérieusement ces problèmes, car la pratique systématique de la répression contre les manifestations ouvrières peut avoir comme conséquence d'interdire dans un premier temps la rue aux travailleurs. Et si les travailleurs veu-

lent continuer à exercer ce droit de manifester, il est évident qu'ils doivent protéger leurs manifestations!

C'est une question qui doit être posée et débattue très largement dans les organisations qui se réclament de la classe ouvrière.

Il s'agit au départ dans les entreprises de poser le problème de l'autodéfense : que les travailleurs qui veulent manifester, qui veulent se battre, le fassent en connaissance de cause : ils doivent savoir qu'à tout moment ils peuvent être attaqués par les forces de répression. Les travailleurs doivent se donner une organisation collective pour protéger leurs manifestations. Les travailleurs peuvent mettre sur pied un véritable service d'ordre afin de protéger les manifestants contre les provocations de quelque endroit qu'elles viennent! Et il est sûr que flics et gardes-mobiles y regarderaient à deux fois avant d'attaquer une manifestation organisée et protégée par un service

EDF — GUADELOUPE « COUPURES » PROGRAMMEES!

Selon que vous habiterez la zone A,B,C ou D, vous serez privés d'électricité entre 4 et 7

Ceux qui ont le moins de chance sont évidemment ceux qui vivent dans les grandes zones résidentielles ; ceux-là ils seront « coupés » 7 heures par jour!

Telle est la solution trouvée par les dirigeants de l'EDF. Et pour montrer leur immense bonne volonté, ils viennent de publier un « calendrier » de coupures !

Ainsi la direction de l'EDF trouve tout à fait

normale cette situation et la rend officielle. Il y a une heure de passage pour les autobus, une heure de départ pour les avions, etc. pour avoir du courant électrique, il faudra consulter son petit tableau de coupures. Avec un peu de chance on pourra faire coıncider les besoins avec les tranches horaires où il y a encore du courant!

Tout le monde pourrait bien sûr utiliser le courant la nuit... là encore l'EDF publierait sans doute un nouveau calendrier de coupures nocturnes.

Le chef du centre EDF-Guadeloupe n'a pas l'air plus inquiet que cela de la situation. Il explique tranquillement qu'il faut attendre quelques années pour que la situation se rétablisse. Il est vrai qu'il disait cela il y a plus d'un an! Fidèle à lui-même, il persiste dans son effort de nous faire prendre patience. Et l'EDF continue de ne pas assurer convenablement le service public. Bien sûr si les travailleurs de l'EDF faisaient une grève on entendrait un tollé général bien relayé par les ondes officielles comme ce fut le cas pour la grève de l'année dernière. Depuis lors nous avons subi infiniment de désagréments (coupures, délestages, etc.) sans que les travailleurs y soient pour quoi que ce soit.

M. Marianne et ses collaborateurs de la direction de l'EDF ont un talent particulier pour transformer (en la couvrant) la politique d'économie de l'administration en problème purement technique. En bon cadre de la même administration, ils acceptent et justifient toutes les « économies » qu'elle pratique au détriment de l'intérêt public.

Mais jusque à quand garderons nous - pau-



vres usagers de l'EDF — la patience dont nous faisons preuve jusqu'ici? Le nouveau calendrier de coupures — s'il est systématiquement appliqué comme le laisse entendre l'EDF pourrait bien être la goutte qui fait déborder le vase de la colère des usagers.

En tout cas l'EDF aura mérité largement de voir cette colère retomber sur elle.

M. Thoril

Fort-de-France: Marche sur FR3

Le front de Lutte Contre la Répression a entamé depuis 3 semaines une campagne sur les atteintes à la liberté de la part de l'administration coloniale et aussi une campagne contre FR3 dont l'attitude consiste à couvrir tous les méfaits des gardes-mobiles et policiers.

De nombreuses prises de paroles ont été faites dans les différents quartiers de Fort-de-France, des tracts et communiqués ont été publiés et une affiche a été éditée.

La principale activité de la semaine sera le rassemblement avec la marche sur FR3 qui doit avoir lieu le vendredi 11 juillet. Ce sera l'occasion pour les démocrates, les jeunes et les travailleurs de protester une fois de plus contre le baillonnement de l'information à

NOUVELLES GALERIES APRÈS 31 JOURS, LES EMPLOYÉS ARRÊTENT LA GREVE.

Nouvelles Galeries tenaient la grève. Avec détermination, ils avaient décidé qu'ils ne laisseraient pas le patron, Juandon, licencier un de leurs camarades boucher, pour une affaire mineure de vente avec remise sur quelques kilos de viande impropre à la consommation.

Plusieurs actions ont été menées, sous la directions du syndicat MASU ; depuis le blocage du magasin jusqu'à la journée d'action dans les super-marchés, en passant par conférence de presse, blocage du local du CRPG (Patronat Guadeloupéen) et des prises de paroles devant les grands magasins.

Juandon et ses compères Briais et Aubéry n'ont pas bougé.

Ils refusèrent d'avancer d'un pas dans les négociations. Pour eux, le licenciement du boucher devait être un exemple et aussi un moyen de freiner la combativité d'une bonne partie des employés du magasin. Ils se sont montré d'une arrogance et d'un mépris provocants, n'acceptant de discuter qu'avec un délégué et les représentants du syndicat. Le 3 juillet, les patrons envoyaient une lettre circulaire à l'ensemble des employés leur deman-

dant de préciser, avant le 8 juillet la date à laquelle ils comptaient reprendre le tavail, car la direction envisageait de prendre des dispositions pour faire refonctionner le magasin.

Il s'agissait là d'une atteinte au droit de grève, d'une menace faite clairement aux travailleurs de les licencier s'ils ne reprenaient pas le travail d'ici le 8 juillet.

Le conflit a été très long. Les travailleurs ne voyaient plus d'issue. ils décidèrent, le lundi matin 7, lors d'une assemblée générale quelque peu tendue, de reprendre le travail.

La colère est toujours très vive parmi les travailleurs. Certains pensent qu'il aurait fallu mener des actions plus dures encore, faire plus de « désordre » obliger les autorités à intervenir, et cela dès le début.

Il n'empèche que Juandon lui aussi se souviendra de l'action dure menée par la centaine d'employés des Nouvelles Galeries contre les décisions arbitraires. Et si leur lutte n'a pas permis à leur camarade de retrouver son emploi, ils auront du moins fait payer bien cher à Juandon ce licenciement.

APRES LE CONGRES DU PPM

SUITE DE LA PAGE 1

Venant d'un parti dont le leader, Césaire, répétait lors de la campagne des législatives de mars 1978 que la façon dont le PPM gérait la ville de Fort-de-France donnait un avant goût de ce que serait l'autonomie, une telle affirmation prend toute sa valeur ! Le « socialisme autogestionnaire » du PPM, le « pouvoir de décision » dont parle le document du congrès, l'« émancipation définitive » des Martiniquais, tout cela passe-t-il par des sacrifices que doivent faire une fois de plus les travail-

C'est bien ainsi qu'il faut prendre les déclarations de Césaire à Paris-Match, où dans le même temps où il affirmait l'inéluctabilité de l'indépendance, il ajoutait qu'il ne fallait pas que les martiniquais viennent lui dire qu'il faisait trop chaud ou qu'il pleuvait. C'est une invite directe aux sacrifices qu'a faite à ce moment-là Césaire aux travailleurs.

Et il est significatif que dans le congrès du PPM, ceux qui ont donné le ton dans l'autogestion socialiste et l'émancipation du peuple soient des membres d'une fraction particulière de ce peuple : les Lise, les Darsières, les Wil-liams, à la suite de Césaire font partie de la petite bougeoisie martiniquaise, cette fraction de médecins, d'avocats et de professeurs à qui le colonialisme bouche la possibilité de jouer le rôle auquel ils aspirent, à savoir être les futurs dirigeants de l'Etat martiniquais.

C'est à ceux-là que Césaire s'adresse entre autres lorsqu'il défend la dignité des Martiniquais, leur droit à diriger un jour les affaires du pays. Ce sont ceux-là qui sont brimés dans leurs aspirations et leurs ambitions.

Bien sûr, les travailleurs ont eux aussi leur dignité à défendre, et cela encore plus que les bourgeois Martiniquais. Car, être digne, ce n'est pas seulement se redresser contre les colonialistes qui veulent régler tous les aspects de la vie aux Antilles de 7 000 kms!

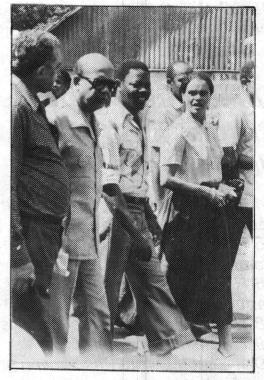
Ce n'est pas seulement lutter pour le départ de l'administration coloniale des Antilles. Pour les travailleurs, la dignité, cela passe aussi par des conditions plus décentes de vie et de logement : des salaires convenables, des conditions de travail qui font que l'on ne s'esquinte pas la vie à vouloir la gagner, l'accès à la culture, etc., toutes choses dont jouissent dès maintenant les petits-bourgeois

Oui, entre le petit-bourgeois colonisé, et le travailleur colonisé, un des deux est plus colonisé que l'autre, car exploité et dominé même dans les moindres aspects de sa vie courante !

Et précisément les travailleurs des Antilles ont besoin d'une organisation à eux qui prenne avant tout en compte cette chose : le fait qu'ils sont exploités par les capitalistes! Les travailleurs ont besoin de s'organiser pour que demain la libération de la Martinique ne se traduise pas simplement par le remplacement de l'administration blanche par l'administration noire, pour qu'au départ des colonialistes, les gardes-mobiles français ne soient pas tout simplement remplacés par des gardes-mobiles martiniquais!

Un tel changement peut fort bien convenir et convient fort bien aux avocats et aux professeurs qui dissertent sur le socialisme autogestionnaire du PPM.

Mais ce n'est pas cela dont les couches pauvres de la population ont besoin. Elles ont besoin de faire en sorte que tous les change-



ments à venir soient dirigés par elles et se fassent sous leur contrôle / Le Parti Progressiste Martiniquais non seulement ne leur indique pas cette voie, mais y est opposé, car il défend non les intérêts des travailleurs mais ceux des gens qui sont du même milieu social que ses dirigeants, le milieu aisé et cultivé de Fort-de-

Et si une lutte se développait en Martinique mettant en mouvement des milliers de gens, eh, bien ! on verrait les gens aisés se grouper autour du PPM pour défendre leurs intérêts. Mais cela, du même coup, voudrait dire que ceux des pauvres ne seraient pas défendus par

Les pauvres ont intérêt à se regrouper, à se battre ensemble, mais sans les riches, sans les gens qui appartiennent au milieu aisé. Si des martiniquais aisés ou même riches veulent protester ou lutter contre l'administration, ils peuvent le faire en même temps que les travailleurs. Mais ceux-ci ne doivent pas se mêler ou se fondre dans un même mouvement, ou un même parti que ces gens riches ou

Chacun peut se battre contre le même ennemi avec sa propre organisation. Pour les pauvres c'est une condition indispensable pour éviter de voir écraser leurs aspirations.

La différence entre nous révolutionnaires et le parti de Césaire, c'est justement en cela qu'elle consiste.

Césaire appelle les pauvres à faire confiance aux dirigeants du milieu intellectuel aisé de Fort-de-France. Milieu qui est lié à la bourgeoisie martiniquaise par mille liens personnels et économiques.

Nous, nous disons aux travailleurs « ne faites pas confiance à des gens qui ont des intérêts autres et mêmes opposés aux votres », « Groupez-vous à part de ces gens même s'ils se disent sympathiques à vos aspirations ».

Pour les travailleurs, pour ne pas voir écarter leurs revendications et leurs aspirations, il est indispensable de comprendre cette nécessité de s'organiser séparément d'autres classes.

LA FETE DE COMBAT OUVRIER Plage de Sainte-Claire — Goyave. Ouverture samedi: 12 h

Programme artistique Programme du samedi

12 H 30 Roquelaure, guitariste 14 H 30 Palmier Steel Band de Capesterre.

15 H 30 Variations musicales avec Alcindor, Stanislas, Monpierre et Miguel

17 H Léon Sainte-Rose et son groupe de danseurs venus de la Martinique (1 er spectacle).

18 H 30 Maryse Romanos et les artistes de l'AGAP présenteront des poèmes.

19 H 30 Patrick, quelques tours de « passe-passe ».

20 H Gérard POMER et KA LEVE NOU De 22 H à 3 H du matin BAL populaire avec la SELECTA DE SAINTE-ROSE.

Quelques aspects Programme artistique du dimanche.

14 H 30 Groffié et son groupe : accordéon et gro ka

15 H 30 Félix Jerpan, quelques airs au violon

16 H PA' ZED pièce de l'Echo du Tam-Tam de Ste-Rose.

18 H Kasanga : gro ka et danse

19 H Ballet Modern FERLY

20 H Léon Sainte-Rose et son groupe (2° spectacle)

D'autres artiste doivent participer à l'animation du dimanche. N'ayant pas leur confirmation nous n'avons pu les mettre sur notre liste.

Conférences-débats

Samedi:

16 H Mme Simet-Lutin : le point sur la contraception et l'avortement en Guadeloupe.

17 H 30 M. Feuillard présentera une conférence sur le volcanisme.

Dimanche:

11 H Max Ganot.

15 H 30 Rita Dahomay : problèmes de l'enseignement dans les maternelles. 17 H Guy Tirolien ; quelques aspects

de la littérature antillaise actuelle.



Repas-consommations :

Pour vous restaurez vous trouverez un restaurant avec un repas à un prix dable, et de nombreux stands avec spécialités culinaires :

Paté en pôt (de Martinique)

Colombo

Blaff

Cous cous

Ti nain la morue (de Martinique)

Marinades, Boudin, etc., etc.,

A la buvette vous vous rafraîchirez et vous trouverez aussi des stands de jus, sorbets

de Vous pourrez visiter :

Des stands sur l'activité des révolutionnaires dans les entreprises.

Une librairie où sera présenté un grand choix d'ouvrages, romans, brochures.

CINÉMAS : Plusieurs programmes de films vous seront proposés dès le samedi à midi dont : Le mandat de Sembene Ous-

Pour l'Exemple de J. Losey Les animaux de F. Rossif.

Plusieurs montages de diapositives :

L'Algérie, Tiers monde et Sous développement, les Noirs Américains, La révolution russe, l'origine de la vie, Le Sénégal. Des expositions de peintures, photo, objets africains.

Une exposition sur l'Univers avec conférences, projection de diapositives et film. Une garderie pour enfants de 3 à 7 ans est organisée (pour assurer toute sécurité, les parents devront laisser une pièce d'iden-

Des jeux seront proposés pour petits et grands.

Forum:

Des organisations invitées, CGTG, UFG, JAG, MASU tiendront un forum.

Combat Ouvrier tiendra plusieurs abor- forums.

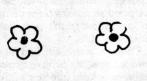
Une aire a été spécialement prévue pour les forums-discussions. Elle est signalée par des flèches et des panneaux. En arrivant à la fête, consultez la liste et les horaires des différents forums et choisissez votre sujet. La liste sera affichée à l'entrée de la fête et au stand Combat Ouvrier.

Tous ceux qui souhaitent présenter un sujet de discussion peuvent le faire en s'inscrivant au stand de Combat ouvrier. On leur affectera une heure pour la tenue de leur forum.

N.B. N'importe qui pouvant demander à ouvrir un forum de son choix, il est évident que les orateurs représentent leur propre position.

LA VIGNETTE DE SOUTIEN A COMBAT **OUVRIER VOUS PERMETTRA D'ASSISTER** A TOUS CES SPECTACLES, AU BAL, AUX FERENCES DISCUSSIONS, PENDANT 48 H...







Elle est vendue à l'entrée de la fête. Mais vous pouvez vous la procurer auprès des sympathisants et vendeurs de Combat Ouvrier. La vignette de soutien est vendue : 15 F pour les adultes 10 F pour les jeunes de 10 à 15 ans

VENEZ NOMBREUX AMENEZ VOS AMIS et BONNE FÊTE



COMBAT OUVRIER-

Responsable de publication .

G. BEAUJOUR Adresser toute correspondance : EN GUADELOUPE à Gérard BEAUJOUR B.P. 214 97110 POINTE-A-PITRE EN MARTINIQUE B.P. 386 97204 FORT-DE-FRANCE EN FRANCE écrire à : Combat Ouvrier B.P. 145 75023 PARIS CEDEX

Impression CIF Pointe-à-Pitre Commission paritaire N° 51728

